

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Marc Canaple et Alain Hinot : De l'art de faire grève sans le savoir.

Arnaud de Senga : Mise à disposition de CES et droit de la concurrence : des rhumatismes dans l'articulation juridique.

DOCUMENT

Circulaire DSS/DACI n°3001-34 du 18 janvier 2001 relative aux jurisprudences Fitzwilliam et Barry Banks de la CJCE explicitant des notions de droit contenues dans le règlement 1408/71.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

Expertise du CHSCT : libre choix de l'expert par le Comité et prise en charge des frais par le patron.

Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 juin 2001 (2 espèces) (p. 384)

Le short du salarié et l'intérêt de l'entreprise : un raisonnement judiciaire un peu court.

Conseil de Prud'hommes de Rouen (Référé - départage) 30 août 2001 - Note Pascal Moussy (p. 394)

La protection du salarié demandant la tenue d'élections professionnelles : une jurisprudence peu satisfaisante.

Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2000 - Note Henri Peschaud (p. 397)

Caractéristiques des régimes de retraite par répartition et convention européenne des Droits de l'Homme

Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2001 - Note Francis Kessler (p. 402)

L'invocabilité directe de la Convention internationale des droits de l'enfant (à propos du refus d'octroi de prestations familiales à des étrangers en situation irrégulière).

TASS de la Vienne 13 mars 2000 - Note Michèle Bonnechère (p. 404)

La notion d'urgence devant le juge administratif des référés.

Conseil d'Etat (référé) 29 juin 2001 - Note Pascal Moussy (p. 409)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par Marie-France Bied-Charreton (pages 3 et 4 de la couverture).



Table des Matières

SEPTEMBRE 2001

Doctrine :

- De l'art de faire la grève sans le savoir (Cass. Soc. 12-12-2000, Bitat et autres c/ Colas Ile de France)
par Marc Canaple, Doctorant, Chargé d'enseignement CNED Lille et Alain Hinot, Maîtrise de Droit Social. 365
ANNEXE : Grève – Définition – Travail sur chantier – Revendication du bénéfice du régime intempéries – Cessation du travail – Licenciement pour refus d'obéissance et abandon de poste – Mouvement collectif correspondant objectivement à une grève.
Cour de Cassation (Ch. Soc.) 12 décembre 2000 367
- Mise à disposition de C.E.S. et droit de la concurrence : des rhumatismes dans l'articulation juridique
par Arnaud de Senga, D.E.A. de Droit Social 368
ANNEXE : Contrat de travail – Contrat emploi-solidarité – Etablissement public administratif – Mise à disposition d'une filiale constituée sous forme de société commerciale – Licéité (oui).
Cour de Cassation (Ch. Soc.) 5 juin 2001 374

Documents :

- Sécurité Sociale - Détermination de la législation applicable - Détachement d'un travailleur dans l'Union européenne - Certificat de détachement - Portée - 1° Salarié d'une entreprise de travail temporaire - Nécessité pour l'ETT d'exercer normalement ses activités dans l'Etat membre où elle est établie - 2° Non salarié - Activité salariée dans l'autre Etat membre.**
Circulaire DSS/DACI n° 2001-34 du 18 janvier 2001 relative à la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes explicitant les notions de droit contenues dans l'article 14, paragraphe 1, sous a), 14 bis, § 1, sous a) et 14 quater du règlement (CEE) N° 1408/71 376

Jurisprudence :

- ACCIDENTS DU TRAVAIL – IPP totale et aide par une tierce personne – Décès ultérieur – Présomption légale d'imputabilité du décès à l'accident – Renversement de la présomption – Conditions – Preuve d'une relation indirecte insuffisante – Nécessité d'une cause totalement étrangère à l'accident.
Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 mai 2001 380
Note Yves Saint-Jours 380
- ASSURANCES SOCIALES – Assurance vieillesse – Pensions de réversion – Conjoint divorcé et remarié – Conditions d'ouverture de droits au titre du premier mariage.
Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2001 381
Note Arnaud de Senga 381
- COMITÉS D'ENTREPRISE – Introduction de nouvelles technologies – Demande de désignation d'un expert (L. 434-6) – Absence d'accord du président – Refus du secrétaire de signer l'ordre du jour prévoyant la consultation du Comité sur ce projet – Refus légitime dès lors que le bien-fondé de l'expertise n'est pas tranché par voie judiciaire.
Tribunal de Grande Instance de Paris (Référé) 3 mai 2001 382
Note Pierre Bouaziz 383
- COMITÉS D'ENTREPRISE – Cadre de mise en place – Action en reconnaissance d'UES – Existence d'un comité de groupe – Compatibilité dès lors que les périmètres de l'UES et du groupe diffèrent.
Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2001 383
- COMITÉS D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL – Expertise (deux espèces) – Liberté du choix de l'expert par le Comité (première espèce) – Coût de l'expertise et frais de procédure de contestation éventuelle à la charge de l'employeur, sauf abus du Comité (deuxième espèce) – Charge s'étendant aux frais de la défense du Comité devant la Cour de Cassation (première et deuxième espèces).
Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 juin 2001 384
Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 juin 2001 384
- CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Référé – Demande de fixation d'audiences supplémentaires – Saisine du Président – Intérêt légitime du demandeur (première et troisième décisions) – Conseiller ayant pris position préalablement dans le litige – Absence de possibilité de siéger dans la formation fixant une date d'audience – Caractère de mesure d'administration judiciaire indifférent (troisième décision) – Contrat de travail – Qualification – Affectation d'une salariée à des tâches autres que celles prévues – Trouble manifestement illicite – Interdiction sous astreinte de maintenir la nouvelle affectation (deuxième décision).
Première espèce :
1) Conseil de Prud'hommes de Martigues (Référé) 22 février 2001 386
2) Conseil de Prud'hommes de Martigues (Référé - Juge départiteur) 16 mars 2001 386
Deuxième espèce :
Conseil de Prud'hommes de Martigues (Référé - Juge départiteur) 9 mars 2001 388
Note Pascal Moussy 388

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Procédure - Conseiller du salarié - Déroulement de l'entretien préalable - Témoignage en justice - Liberté de la preuve. Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2001	389
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Compétence (non) – Litige opposant une gardienne d'enfants au particulier employeur : compétence du Tribunal d'Instance (article R. 321-6 NCPC). Cour de Cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2001	390
Note Agnès Baschéris	390
CONVENTIONS COLLECTIVES – Dénonciation – Négociation d'un accord de substitution – Conclusion au-delà du délai de quinze mois – Incorporation des avantages individuels acquis. Cour d'Appel de Paris (18^e Ch. E.) 22 décembre 2000	391
DELEGUES SYNDICAUX – Désignation (deux espèces) – Concomitance de la convocation à l'entretien préalable et de la désignation – Adhésion syndicale ancienne et volonté de créer une section syndicale – Salarié n'apportant pas la preuve d'une intention discriminatoire de l'employeur – Fraude – Annulation de la désignation (première espèce) – Sanctions disciplinaires précédant la désignation – Adhésion syndicale ancienne – Absence de fraude (deuxième espèce). Première espèce : Tribunal d'Instance Paris 8^e, 4 décembre 2000	392
Deuxième espèce : Tribunal d'Instance de Sannois, 25 janvier 2001	393
Note Claude Lévy	394
LIBERTÉS INDIVIDUELLES – Licenciement d'un salarié ayant refusé de se plier à l'interdiction de porter un bermuda – Pouvoirs de la formation de référé du Conseil de Prud'hommes. Conseil de Prud'hommes de Rouen (Référé - Départage) 30 août 2001	394
Note Pascal Moussy	395
LICENCIEMENT POUR MOTIFS PERSONNELS – Faute grave – Qualification subordonnée à la rupture immédiate du contrat de travail – Reconnaissance du droit au préavis dans la lettre de licenciement – Maintien de la faute grave incompatible avec une dispense d'exécution du préavis. Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 novembre 2000	397
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Nullité du plan social – Droit propre des salariés licenciés à faire valoir que de ce fait leur licenciement est nul. PRUD'HOMMES (Conseil des) – Compétence pour connaître de l'action individuelle tendant à faire reconnaître cette nullité et à obtenir la réintégration dans l'emploi. Cour de Cassation (Ch. Soc.) 20 mars 2001	398
REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Protection – Salarié demandant l'organisation d'élections – Demande postérieure à celle d'un syndicat – Absence de protection. Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2000	397
Note Henri Peschaud	397
SÉCURITÉ SOCIALE – Convention européenne des Droits de l'Homme – Prohibition des discriminations – Assurance vieillesse – Droit de propriété – Non prise en compte de certaines cotisations pour la validation de période d'assurance entraînant réduction du droit à pension – Conséquence ne constituant pas une atteinte aux biens ni une discrimination. Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2001	402
Note Francis Kessler	403
1) SOURCES DU DROIT - Convention Internationale relative aux droits de l'enfant - Applicabilité en droit interne de l'article 3-1 - Obligation pour une caisse d'allocations familiale de se déterminer en considération de l'intérêt supérieur des enfants. 2) PRESTATIONS FAMILIALES - Conditions d'ouverture de droit - Etrangers en situation irrégulière. Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de la Vienne, 13 mars 2000	404
Note Michèle Bonnechère	404
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Action en justice – Référé prud'homal – Proposition de modification du contrat de travail – Prise d'effet immédiate – En l'absence d'acceptation, trouble manifestement illicite. 1) Cour de Cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2001	406
2) Conseil de Prud'hommes de Fort-de-France (Ord. réf.) 17 mai 2001	406
Note Pascal Moussy	407
TRAVAIL DISSIMULÉ – Étranger en situation irrégulière – Accident de travail – Conditions anormales d'emploi – Situation précaire du travailleur – Dommages et intérêts. Cour de Cassation (Ch. Crim.) 6 février 2001	408
Note Claude Lévy	408
TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS – Procédé – Référé-suspension – Refus de suspension de l'inscription d'une entreprise sur la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante – Absence d'urgence. Conseil d'Etat (Référé) 29 juin 2001	409
Note Pascal Moussy	409